

Connaître l'insécurité à Pontoise : *le regard des habitants*

Didier Peyrat

Sur un sujet comme celui-ci, l'insécurité, pour dépasser les émotions, les préjugés et les idéologies, il n'y a qu'un moyen : essayer de construire des diagnostics pertinents. Or pour construire ces diagnostics, il faut croiser les regards, multiplier les angles de vues sur ce phénomène social. Il y a le regard des institutions. Il y a le regard des professionnels. On ne peut s'en passer : ce sont des ressources, des mémoires, des savoir-faire indispensables. Mais il y a *aussi* le regard des habitants. Et celui-là, on l'oublie trop souvent. Notamment au plan local.

En quoi consiste une « Etude de victimation » ? Elle consiste à mettre entre parenthèse, un moment, le regard « officiel », institutionnel, ou celui des spécialistes, pour cerner :

- 1°) Les inquiétudes, les préoccupations, les opinions des habitants telles qu'ils les expriment ;
- 2°) Les délits qu'ils estiment avoir subi (qu'ils les aient ou pas signalés aux autorités de l'Etat).

C'est une approche indispensable, complémentaire des statistiques officielles et des savoirs professionnels. C'est pourquoi *Pontoise Ensemble*, dès 2008,¹ avait proposé qu'une enquête de victimation soit réalisée à Pontoise. Nous nous félicitons que cette proposition ait été reprise par la majorité municipale.

L'étude qui a été menée à Pontoise a permis d'interroger un échantillon représentatif de la population (853 habitants, de tous les quartiers, de toutes conditions et de tous âges). Elle comporte 4 grands chapitres. Je vais essayer d'en donner les traits saillants, sachant que l'enquête complète (le « tri »), le document le plus riche, celui dont je me suis inspiré, fait 1044 pages. Je ne peux ce soir que laisser de côté certains aspects.² Une synthèse plus accessible, mais discutable dans sa conclusion, a été réalisée par l'institut BVA.³

**
*

I. LE SENTIMENT D'INSECURITE

A Pontoise, les peurs, les inquiétudes relatives à l'insécurité sont modérées...

68% des Pontoisiens trouvent la situation « satisfaisante » à Pontoise (dont 58% de « plutôt » satisfaisante », et 10% « très satisfaisante »). 57% estiment que la situation

¹ Cf. « Vivre Ensemble à Pontoise », programme municipal de la liste « Pontoise Ensemble » aux élections de mars 2008, chap. VI. p.42. Accessible sur le site : www.pontoisensemble.asso.fr

² Une partie de l'enquête porte sur les incivilités (actes indésirables qui ne sont pas des infractions, mais qui peuvent troubler la tranquillité civile). Faute de temps, cet aspect important n'est pas abordé dans cette intervention.

³ Cf. « Etude de victimation à Pontoise » Synthèse des résultats (juillet 2009). Doc. de 15 pages. Institut BVA/Ville de Pontoise.

est équivalente à celle des autres villes de taille comparable. 65% pensent que la situation n'a pas changé (44%) ou même qu'elle s'est améliorée (21%).

A prendre en compte cette opinion générale, il n'y a pas de « peur sur la ville ». Aucune « panique sécuritaire » ou catastrophisme justifiant des mesures exceptionnelles, encore moins des atteintes à nos libertés ou une mise sous surveillance généralisée.

Mais ces inquiétudes sont néanmoins très réelles...

En effet, on constate que 46% des Pontoisiens, dans la même enquête, déclarent craindre parfois une agression dans leur ville (dont 10% « très » ou « assez » fréquemment). Presque la moitié de la population. Et que 66% des habitants ayant un enfant de moins de 18 ans à charge disent craindre, parfois, que leur enfant soit agressé.

Il semble donc qu'une fraction significative de ceux qui se déclarent « satisfaits » de la sécurité à Pontoise craint parfois d'être agressé. On peut se demander ce que signifie exactement, dans l'esprit de ceux-là, le mot « satisfaction ». Veulent-ils vraiment dire que la situation est « bonne » ? Si oui, cela signifie-t-il que, pour eux, une situation est bonne même lorsqu'on craint parfois d'être agressé ? Ou veulent-ils dire simplement : « cela pourrait être bien pire » ou encore « C'est bien pire ailleurs » ? Je verse ce paradoxe apparent à vos réflexions...

Et elles varient fortement si l'on entre dans le détail...

1°) Selon les catégories socioprofessionnelles :

Seuls 24% des cadres supérieurs (CSP+) trouvent la situation insatisfaisante, mais ce pourcentage monte à % pour les employés et 37% pour les ouvriers.

2°) Selon les âges :

La population la moins inquiète est celle des 25-34 ans : 74,7% de satisfaits. Mais pour les + de 65 ans, il n'y a plus que 58,4% de satisfaits et 36,7% d'insatisfaits.

3°) Selon les quartiers :

Si 81,5% des habitants du centre ville (en réalité Centre ville + L'Hermitage + Le Chou) se disent satisfaits, les choses sont bien différentes dans plusieurs quartiers. Ainsi, aux Louvrais, 47,9% trouvent la situation pas satisfaisante, dont 16,3% pas « du tout » satisfaisante.

A Marcouville, 41,6% sont insatisfaits, dont 20,9% pas « du tout » satisfaits.

A Pontoise, en matière de sentiment de sécurité, et si on veut bien aller au-delà d'une moyenne communale, on voit se dessiner une ville différenciée, voire plusieurs villes. Une majorité, certes, trouve la ville paisible, mais il existe des pôles substantiels dans lesquels près de la moitié des habitants exprime une insatisfaction, un cinquième d'entre eux exprimant même une sorte d'angoisse (ceux qui se déclarent pas « du tout » satisfaits).

II. LA VICTIMATION

Les enquêteurs ont également interrogé les habitants sur les infractions qu'ils estiment avoir subies, et les lieux dans lesquels elles se sont produites. On quitte là le

champ des opinions, des craintes et des « sentiments » pour se rapprocher des faits réels.

Parenthèse sur la différence entre statistiques officielles et données recueillies dans une étude de victimation

** Les statistiques de la police et de la gendarmerie n'enregistrent que les délits et les crimes, pas les petites infractions qui sont légalement définies comme étant des « contraventions ». Par exemple, les violences volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail inférieure ou égale à 8 jours sont des contraventions, et ne figurent donc pas dans les chiffres officiels.*

** Certains délits ne sont pas signalés par les victimes, et donc ils ne sont pas non plus comptabilisés dans les statistiques officielles. Par exemple, l'étude menée à Pontoise révèle que 37% des infractions sans violence n'ont pas été signalées à la Police et que 42% des vols avec violence ou des agressions ne l'ont pas été non plus...*

1°) Les atteintes aux biens (vols, cambriolages, dégradations, etc.)

Si l'on s'en tient aux déclarations des Pontoisiens, ces infractions aux biens auraient touché, durant les 3 dernières années, 50% de la population (âgée de + de 15 ans), dont 37% les 12 derniers mois. Même en tenant compte des pertes de mémoire pour les délits plus anciens, la répartition entre délits subis durant les 12 derniers mois et délits subis durant les deux années précédentes pourrait indiquer une certaine dégradation récente de la situation.

Les infractions les plus fréquentes sont, dans l'ordre, les dégradations et destructions de véhicules, les vols d'objets dans des véhicules, les vols de véhicules, les cambriolages ou tentatives de cambriolage. Les moins fréquentes sont les vols avec violence.

C'est dans leur quartier que 84% des atteintes aux biens signalées par les Pontoisiens se produisent.

2°) Les atteintes aux personnes (toutes les infractions violentes)

Les infractions accompagnées de violence auraient touché, les 3 dernières années, 12% de la population de Pontoise, et 6% lors des douze mois précédents l'enquête. Si l'échantillon est bon (et rien ne permet d'en douter) cela veut dire, rapporté aux chiffres INSEE sur la population des + de 15 ans à Pontoise, que plus de 2000 habitants estiment avoir subi des violences, dont près d'un millier l'an dernier. Bien entendu, dans ces infractions, il y a des intensités de violences très différentes. On peut néanmoins trouver ces chiffres impressionnants.

C'est dans l'espace public (rues et gare principalement) que la très grande majorité de ces infractions sont commises.

Comment ne pas voir, au regard de telles données, que la délinquance est bien une réalité vécue au quotidien par de nombreuses personnes dans notre ville ? Si les atteintes aux biens relèvent d'une délinquance de proximité, proche du

domicile, les atteintes aux personnes se produisent dans un espace plus large, où la rue et les lieux d'accès aux transports collectifs de voyageurs occupent une place prépondérante.

III. LE JUGEMENT SUR LA POLICE

Les Pontoisiens se déclarent, dans leur grande majorité (70%), satisfaits du travail de la police...

L'image de la police dans la population est positive à 78%. Cependant, 59% des Pontoisiens déclarent n'avoir eu « aucun contact » avec un policier, et 73% « aucun contact » avec le bureau de police de Pontoise.

Notons que si les personnes âgées sont les plus favorables au renforcement des effectifs de la police nationale (87,7%), les jeunes de 15-17 ans et ceux de 18-24 ans le sont aussi (74,8% pour les premiers, 70% pour les seconds).⁴

Néanmoins, le détail de l'enquête fait apparaître des opinions beaucoup plus contrastées, voire même contradictoires avec le satisfecit décerné en réponse aux questions d'ordre général.

Ainsi, 43% des personnes interrogées jugent que la présence de la police nationale (PN) autour de chez eux est soit « inexistante » soit « insuffisante ». Curieusement, au regard de ses attributions et de ses missions, ce taux est encore légèrement supérieur (45%) pour la police municipale (PM).

Mais le « tri » révèle que le pourcentage des habitants de Marcouville qui estiment défaillante (« inexistante » ou « insuffisante ») la présence policière (PN) autour de chez eux est de 61%, soit presque le double des habitants du centre ville/Hermitage partageant cette opinion (36,8%). Un quart des habitants de Marcouville jugent même cette présence « inexistante ». Au Louvrais, le taux d'insatisfaits est de 48,8%, 6,4% parmi eux la jugeant « inexistante ».

En ce qui concerne la présence des policiers municipaux, il est frappant de constater que les chiffres ne sont pas meilleurs : ce sont 62,6% des habitants de Marcouville qui jugent insuffisante la présence de la PM dans leur quartier, tandis que 18,1% parmi eux la jugent « inexistante ». Aux Louvrais, le pourcentage de mécontents est de 47,9%. Dans le centre ville, par contre, 32,9% la jugent « insuffisante », 56,6% « suffisante », et 8,2% carrément « excessive » (le taux le plus fort de tous les quartiers).

Cependant, l'enquête montre aussi que beaucoup reste à faire pour améliorer les rapports entre les victimes et les services de police...

1°) Un taux de satisfaction qui s'effondre au contact concret avec la police

62% d'insatisfaits chez les victimes de vol avec violence ayant déposé plainte ! 53% d'insatisfaits chez ceux qui ont subi une infraction sans violence, ce taux grimpe à 64% pour les victimes de cambriolage !

⁴ Ceci ne met-il pas un peu à mal l'idée reçue selon laquelle la jeunesse toute entière serait dressée contre la police ?

Avec à peine un peu de mauvais esprit, on pourrait dire que **moins on a affaire avec la police pour un délit subi, plus on est content d'elle, mais que plus on a affaire à elle à l'occasion d'une victimation, moins on est satisfait.**

2°) Des insuffisances criantes dans l'information des victimes

Il est vrai que 59% de ceux qui ont déposé plainte pour une violence n'ont pas été tenu au courant des suites de leur affaire par les autorités... Mais dans le cas des cambriolages, ce pourcentage de non-informés grimpe à 68,9%.

3°) Un scepticisme justifié sur le performances du système de police ?

D'après les victimes, les auteurs de vols avec violence ne sont pas identifiés, arrêtés et donc poursuivis dans 83,6% des cas. Quant aux auteurs de cambriolages, ils demeurent inconnus, donc impunités, dans 90,9% des cas !

IV. L'AVIS SUR LES MESURES A PRENDRE

On a demandé leur avis aux Pontoisiens sur ce qu'il conviendrait de faire face à l'insécurité dans leur ville. La méthode a consisté à leur proposer 7 mesures, en rapport évidemment avec les compétences ou l'influence municipales, et à enregistrer à la fois leurs avis (favorables ou défavorables) ainsi que l'ordre de priorités qu'ils établissaient entre ces mesures.

Tout est bon à prendre pour renforcer l'action en faveur de la sécurité...

La popularité de toutes les mesures suggérées confirme sans doute que, au-delà d'une déclaration de satisfaction d'ordre général (cf. Partie I.), les Pontoisiens demeurent préoccupés, voire inquiets. Craignant que la situation ne se dégrade, ils veulent qu'on fasse plus et mieux.

Mais de nettes préférences s'expriment en faveur de la prévention locale...

En même temps, l'ordre de classement que les Pontoisiens établissent fait apparaître des différences significatives : les deux mesures nettement déclarées prioritaires (augmentation du nombre d'éducateurs spécialisés et renforcement des animations en direction des jeunes) appartiennent au champ de la « prévention sociale ». Elles suscitent un véritable engouement (pour 84% des Pontoisiens, l'augmentation du nombre d'éducateurs est une mesure « importante »). Mais pour 51% des habitants, elle est carrément la première des « priorités ».

A comparer avec la mise en place de la vidéo surveillance qui, elle, n'est « importante » que pour 52% des Pontoisiens, et « prioritaire » pour seulement 27% d'entre eux. Notons cependant que ce sont les habitants des Louvrais (67,5%), des Larris (65,9%) et de Marcouville (61,5%) qui sont les plus favorables à la mise en place de la vidéosurveillance.

Ce sont les habitants du quartier saint Jean/Les Patis et ceux du centre ville qui sont les plus hostiles à l'installation de caméras en ville. Les jeunes y sont également hostiles, à 45,6% pour les 15-17 ans, à 69,5% pour les 18-24 ans.

Il est réconfortant de constater que face à un phénomène dont ils ne mésestiment pourtant nullement les impacts négatifs, les habitants de Pontoise plébiscitent les actions de fond, susceptibles d'agir sur les causes. Même la 4ème

mesure préférée par les habitants (renforcement de l'éclairage public) appartient au champ de ce qu'on appelle « la prévention situationnelle ».

En résumé, que nous disent les Pontoisiens ? Ceci : « L'urgence à Pontoise, c'est de faire un travail de fond contre l'insécurité. »

**
*

Notons pour conclure, en rapprochant les données de la partie I. avec celles de la partie II. , que l'enquête indique qu'il existe, contrairement à une idée reçue, une liaison assez forte entre l'expression du « sentiment d'insécurité » et la « victimation » effectivement subie.

En effet, si l'on s'intéresse à la fraction de la population qui estime que la situation en matière de sécurité n'est pas satisfaisante à Pontoise (31% des habitants), on s'aperçoit que les victimes d'infractions y occupent une place prépondérante.

Ainsi, alors que le taux de satisfaction de l'ensemble de la population sur la commune est de 68% (voir plus haut partie I.), ce taux descend à 30,6% chez ceux qui déclarent avoir été victime à Pontoise d'une infraction avec violence durant les 12 derniers mois et à 45% chez ceux qui ont été victimes d'une infraction au cours des 3 dernières années...

Les inquiétudes exprimées par les plus inquiets semblent donc en rapport avec une expérience, et non seulement avec des « fantasmes » ou des préjugés influencés par le discours dominant ou les médias. Le « sentiment d'insécurité » n'est pas sans base réelle : il est corrélé avec la délinquance effectivement subie.